

Des lendemains qui déchantent ?

Les « restaurations autoritaires »

Coordonné par Amin Allal (CERAPS) & Marie Vannetzel (CURAPP)

« Restauration autoritaire ». L'expression est couramment invoquée, et pourtant, rarement définie. Est-ce le signe qu'elle ne serait que cela, une expression, ne prétendant à rien d'autre qu'à un emploi relâché ? Le scénario de la « restauration autoritaire » renvoyait surtout aux « transitions suspendues » ou aux « démocratisations en trompe-l'œil » que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne avaient connues dans les années 1990. Il a été remis au goût du jour à l'occasion des « Printemps arabes ». Comment rendre compte de ces « moments » dans lesquels des reconfigurations plus ou moins autoritaires du pouvoir succèdent à des processus de démocratisation ? Que faire de ces lendemains qui déchantent ?

La restauration autoritaire comme moment

L'enjeu crucial de ce dossier est de parer aux écueils d'une téléologie démocratique autant qu'à ceux d'une téléologie autoritaire toute aussi nocive. En s'inscrivant, avec William H. Sewell, dans une perspective sociologique événementielle, le parti-pris est de considérer **la restauration autoritaire comme un moment au cours duquel se produisent un ou plusieurs événements qui transforment significativement les structures** « en constituant et donnant du pouvoir à de nouveaux groupes d'acteurs, ou en redonnant d'une autre façon du pouvoir à des groupes existants. »¹ Cette perspective invite à penser le changement « dans » la restauration en deçà de l'impression trompeuse qu'il ne se produirait qu'un simple rétablissement de l'ordre existant précédemment. Parler de restauration véhicule, intentionnellement ou non, l'idée que les événements n'auraient pas beaucoup d'importance par rapport à la stabilité tenace des structures sociales fondant l'ordre autoritaire. La restauration ne serait que la fin d'une parenthèse illusoire de changement, le retour visible de structures non transformées, de « processus recteurs » plus profonds que les événements ne pourraient altérer qu'en surface.

La perspective sociologique événementielle fournit une autre compréhension des moments de restauration autoritaire. Elle implique trois hypothèses. D'abord, que la séquence temporelle des faits survenus a une importance pour l'interprétation sociologique des processus sociaux à l'œuvre au cours de ce moment. L'analyse gagne alors à prendre la forme d'une narration causale qui consiste à reconstituer des trajectoires et leurs inflexions au cours du temps, sans présupposer de clôture temporelle. Ensuite, cette conception considère que les registres différents de causalité (structure, conjoncture, événements contingents) sont entrelacés plutôt que dissociés. En ce sens, il s'agit, par exemple, de laisser ouverte la question de savoir si l'arrivée au pouvoir de nouveaux acteurs peut ou non modifier des structures tenaces de l'ordre autoritaire, ou

¹ William H. Sewell, « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle », in M. Grossetti, M. Bessin, C. Bidart, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 140.

si la permanence au pouvoir d'anciens acteurs empêche ou non de transformer ces structures. En ce sens aussi, une attention particulière doit être prêtée à la façon dont les événements peuvent modifier profondément les catégories de perception et de jugement, et, par là-même redéfinir rapidement les règles du jeu social et politique, la valeur des ressources sociales, le statut légitime des uns et des autres, etc., et donc la logique même des causalités. Enfin, les façons conflictuelles dont les événements sont rétrospectivement réappropriés, commentés, construits socialement comme relevant, ou non, d'une restauration doivent être prises au sérieux pour saisir comment ces événements reconfigurent les relations sociales. Comme nous le défendrons ici, la restauration autoritaire est un moment intense d'affrontements entre des perceptions contradictoires de ce qui se passe, affrontements dans lesquels se cristallisent des clivages.

En somme, la proposition majeure de ce dossier consiste à considérer les « restaurations autoritaires » comme des moments où se produisent de multiples changements capables d'affecter en profondeur, et sans orientation historique prédéfinie, les structures sociales, politiques et culturelles – changements que masque souvent l'impression d'un retour à l'ordre précédent ou d'une fermeture de parenthèse exceptionnelle.

La perspective sociologique événementielle permet aussi de baliser le chemin de la comparaison que nous proposons d'emprunter entre le Nord et le Sud du Sahara. En aucun cas il ne s'agira d'identifier des mécanismes causaux généralisables et constants à même d'expliquer, dans une illusion nomologique et expérimentale, la réussite ou l'échec des processus de révolution ou de démocratisation. ***La perspective sociologique événementielle nous invite plutôt à produire des narrations heuristiques qui permettent de dégager des analogies donnant du sens à des détails, qui, autrement, pourraient passer pour anodins.*** C'est dans cette visée que nous appelons ici à analyser des situations historiques très hétérogènes au prisme du moment de la restauration autoritaire et à partir de descriptions empiriques minutieuses.

Peut-on, de ce point de vue, comparer les « Printemps arabes » et les « Conférences nationales » des années 1990 en Afrique subsaharienne ? Penser le moment de la restauration autoritaire permet-il d'éclairer des séquences aussi variées que, par exemple, « l'expérience démocratique » algérienne de 1988-1992, les opérations « villes-mortes » au Cameroun (1991)³, « l'après-Zongo » au Burkina Faso (1998-2002)⁴, ou encore l'alternance civile avortée en Mauritanie en 2007-2008⁵ ?

Ces situations, parmi d'autres, paraissent présenter une analogie : celle de correspondre à ***des « moments » de forclusion des processus d'effervescence politique pluraliste*** envisagés dans leur variété.

Par processus d'effervescence pluraliste, nous entendons des situations, à la temporalité très variable (quelques semaines à plusieurs années), marquées par des soulèvements populaires d'importance qui viennent perturber les agendas et la stabilité

² M. Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie*, lieu ?, Presses de Sciences Po, 2015.

³ Ce que les villes-mortes ont représenté demeure très controversé au Cameroun, parmi les historiens et les politistes, comme l'explique M.-E. Pommerolle (« La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, 3/2008, n°40, p. 73-94 ; A. Mbembe, « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l'État », in P. Geschiere, P. Konings, *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, p. 345-373).

⁴ M. Hilgers et J. Mazzocchi, « L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », *Politique africaine*, 2006/1, n° 101, p. 5-18. □

⁵ Z. Ould Ahmed Salem, « La démocratisation en Mauritanie. Une « illuso » postcoloniale ? », *Politique africaine* 3/1999, n° 75, p. 131-146 ; R. Ciavolella et M. Fresia, « Entre démocratisation et coups d'État. Hégémonie et subalternité en Mauritanie », *Politique africaine*, 2/2009, n°114, p. 5-23.

des oligarchies régnautes; *et/ou* des situations de renouvellement des cercles des élites dirigeantes autour d'anciens opposants, l'orchestration d'un pluripartisme, et l'effusion d'expressions et de prises de position politiques dans les espaces publics. Plus généralement, les situations d'effervescence pluraliste ne sont pas arrimées à un changement institutionnel précis qui serait uniforme d'un contexte à l'autre – passage au multipartisme, transparence électorale, libéralisation des médias, etc. – ou à un bouleversement radical des rapports de force – alternance au pouvoir, incapacité du régime à réprimer, etc. Bien plutôt, elles sont circonscrites par *la croyance partagée qu'il se passe quelque chose de différent*, quelque chose qui fait subjectivement événement⁶, et qui est donc nécessairement relatif à la configuration propre à chaque contexte. Les situations d'effervescence pluraliste seront donc appréhendées comme des situations d'*illusio conjoncturelle* défini comme « une croyance collective dans le jeu »⁷, ici moins produite par les logiques d'un champ donné que par une conjoncture fluide qui, précisément, perturbe les routines.

Or c'est bien aux « moments » où cette dynamique de croyance s'enraye, où l'effervescence pluraliste retombe que nous nous intéressons dans ce dossier. La forclusion de l'*illusio* conjoncturelle peut survenir de plusieurs façons. Par exemple, en raison de l'irruption « hors procédure » d'acteurs militaires, de l'autonomie des appareils sécuritaires, des tentatives de rétablissement hégémonique des anciennes élites dirigeantes, ou des modifications exceptionnelles des règles qui ébranlent la « croyance au jeu » des acteurs. Evidemment, la répression, plus ou moins sanglante, joue un rôle prééminent dans ces processus de forclusion. Mais c'est aussi la perception d'une économie politique immuable, consacrant les « lignes historiques de l'inégalité sociale »⁸, qui pèse lourdement sur les espoirs et sape l'*illusio* conjoncturelle de croyance en l'ouverture des possibles.

Ces situations ont en commun d'être perçues par une partie des acteurs et observateurs comme une restauration, effective ou latente, des modes de contrôle autoritaire faisant obstacle au processus de dévolution du pouvoir. Plus précisément, nous faisons l'hypothèse que ces situations, aussi variées soient-elles, présentent deux paradoxes qui fondent leur singularité comme « moment ». Le premier est que l'impression partagée de fatalité et de fermeture des possibles ne met en réalité pas un terme au dynamisme des « potentialités » et conflictualités. Le second paradoxe est que la restauration d'une façade d'immuabilité – qui donne, précisément, l'impression que l'ordre est de retour – masque de multiples déplacements et repositionnements des acteurs et dynamiques constitutifs de cet ordre. Ce dossier s'organisera donc autour de ces deux axes.

⁶ A. Bensa et E. Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 5-20.

⁷ « Une certaine forme d'adhésion au jeu, de croyance dans le jeu et dans la valeur des enjeux qui fait que le jeu vaut la peine d'être joué, est au principe du fonctionnement du jeu, et (...) la collusion des agents dans l'*illusio* est au fondement de la concurrence qui les oppose et qui fait le jeu lui-même. Bref, l'*illusio* est la condition du fonctionnement d'un jeu dont elle est aussi, au moins partiellement, le produit. », P. Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 89, septembre 1991, p. 22-23.

⁸ J.-F. Bayart, « La problématique de la démocratie en Afrique noire. La Baule, et puis après ? », *Politique Africaine*, n° 43, octobre 1991, p. 12 et suiv.

Axe 1 : Fatalité et potentialités : ce que la désillusion fait aux énonciations du politique.

Il est possible de caractériser les situations d'effervescence pluraliste par la combinaison entre, d'une part, « l'incertitude structurelle »⁹ induite par les difficultés qu'ont les protagonistes, en conjoncture fluide, à procéder à des évaluations ; et d'autre part, la visibilité émergente des préférences et opinions « privées »¹⁰, quand bien même ces dernières se modifient dans le cours de l'action. Cette combinaison rend difficile les calculs, mais engendre une confiance partagée dans les possibilités d'agir – confiance qui nourrit les mobilisations ou d'autres formes de participation.

A l'inverse, la forclusion de l'*illusio* conjoncturelle correspond au brouillage de la confiance des acteurs en l'existence de possibilités d'action. Les moments de restauration semblent combiner incertitude structurelle et invisibilisation, derechef, de la distribution des préférences et opinions, propre à l'ordre autoritaire. Cette invisibilisation a certainement partie liée avec l'image réduite et simplifiée de la distribution des opinions que donnent les coups d'Etat réussis ou les résultats électoraux paraissant rétablir une hégémonie (« retour des anciens »). Elle a pour effet de plomber la confiance des acteurs dans la fluidité du jeu – et donc dans les possibilités qu'il offre – alors même que parfois la conjoncture demeure objectivement fluide et que les potentialités d'action sont vivaces. Telle serait donc la particularité des « lendemains qui déchantent » : ***le paradoxe entre érosion de la confiance et permanence des potentialités. Ce paradoxe nourrit une impression de fatalité tout en produisant des modes spécifiques d'énonciation du politique qui transforment la configuration.***

La proposition consiste à prendre au sérieux les formulations émiques de ce paradoxe, souvent énoncées simultanément, selon lesquelles « tout ça n'a servi à rien » mais que « rien ne sera jamais plus comme avant ». Que deviennent, dans les moments de forclusion, les processus de libération de la parole et d'intense délibération enclenchés durant la séquence d'effervescence pluraliste ? Quelles combinatoires se créent dans la conjonction entre ces dynamiques d'expression et la contraction coercitive des contestations ? En quoi le flottement propre à ces moments reconfigure-t-il les catégories de perception et de jugement de ce qui est autorisé, légitime, juste, crédible, vrai, possible ? Quelles temporalités conflictuelles (perceptions de l'urgence de l'action, ou à l'inverse, attente...) sont engendrées par ce flottement ? Comment les événements sont-ils réinterprétés et réappropriés pour construire un récit de ce qui se passe et tenter de donner un sens à l'Histoire ? Comment, par exemple, comprendre l'effet de substitution consistant à projeter des espoirs et regrets sur le leader d'hier ou d'avant-hier ? Quelles reconfigurations produisent les expressions répétées et multiples des désillusions ? Comment, par exemple, le cynisme, le « complotisme » ou le « réalisme », deviennent-ils des modes énonciatifs privilégiés du politique ? De façon singulière, ces registres ne sont pas uniquement investis par des acteurs contestataires ou des gouvernés déçus : les dirigeants, journalistes, universitaires, experts internationaux et gouvernants des puissances étrangères y ont recours, selon des modalités variées, pour produire un récit

⁹ M. Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, 3ème édition, Paris, Presses de Science Po, 2009, p.133.

¹⁰ Michel Camau parle d'une rupture de « l'ignorance pluraliste » spécifique aux régimes autoritaires : « La distribution des opinions et dispositions n'(y) est connue de personne. Les individus opposés au régime croient que la plupart des autres y sont favorables ou l'acceptent alors même qu'en réalité la majorité peut y être hostile. Il en résulte, sauf chez une minorité d'opposants résolus, en butte à la répression, une inclination au mutisme, qui contribue au maintien du *statu quo* et nourrit un sentiment d'impuissance. » M. Camau, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'Année du Maghreb*, VIII, 2012, p. 32 ; voir aussi T. Kuran, *Private Truths, Public Lies : The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1995.

de ce qui se passe et, partant, de ce qui peut se passer à l'avenir. Un puissant exemple en est le discours sur la stabilité, sur le retour au calme, survenant comme la seule option rationnelle après une période de « troubles » qu'il faudrait bien clôturer.

Comment est produite cette désillusion, qu'elle se décline au négatif (déception) ou au positif (retour au « rationnel »), et quels changements produit-elle dans la configuration politique (repositionnements des acteurs, contraintes et opportunités d'action, normes de légitimation...) et sociale (par exemple, sur les projets d'émigration, de mariage, d'études ou de travail) ? Par quelles pratiques et sur quelles scènes (militantes, médiatiques, artistiques, associatives, domestiques, professionnelles, etc.) est-elle portée ? Comment transforme-t-elle les espaces d'expression ouverts pendant la séquence d'effervescence (groupes politiques, assemblées élues, assemblées de rue, *talk-shows*, nouveaux médias, lieux cultu(r)els, cafés...)? Comment est-elle mobilisée dans la mise en place de certaines politiques publiques ? Quelles catégories sociales et quels styles de vie s'en trouvent (dé)valorisés ? Comment s'articulent, à cette production de la désillusion, les usages des commémorations, des martyrs, ou les efforts du nouveau régime pour créer de nouveaux symboles, célébrations, images de « foules en liesse »¹¹, bref un imaginaire de changement dans l'ordre restauré ?

Axe 2 : Immuabilité et mobilités : ce que le retour à l'ordre change dans l'ordre autoritaire.

La forclusion de l'effervescence pluraliste peut être étudiée comme un moment conflictuel d'institutionnalisation de routines et de règles, en redéfinition. Les contributions pourront alors analyser, par des études de cas empiriques, les processus localisés de reformation – ou de mutation – de ces routines et règles, sans présupposer qu'elles soient ni radicalement nouvelles ni identiques à celles de l'ordre ancien. De même, il s'agira d'examiner les reconfigurations des composantes et relations constitutives du « bloc historique »¹². En considérant celui-ci comme non monolithique, il importe d'analyser les arrangements et les luttes qui le sous-tendent... en train de se faire.

Cette perspective devra permettre d'éviter une erreur classique qui consiste à considérer que les mêmes acteurs, parfois les mêmes individus, sont les acteurs du même jeu. En deçà de la cooptation des « grands » ou des gestes symboliques centraux de la restauration (libération des prisonniers, amnistie, « cadeaux » pour la réhabilitation des « anciens » etc), la focale sera mise sur les mobilités politiques souvent imperceptibles si l'on en reste à un discours englobant. Nous faisons ainsi l'hypothèse que ***derrière la façade de la restauration et son impression d'immuabilité, se trament de multiples repositionnements et pratiques politiques qu'il est primordial d'étudier pour la compréhension de l'ordre autoritaire en train de se constituer.*** Quelles ressources sont valorisées dans la configuration politique ? Quels profils sociologiques, quels réseaux et groupes affinitaires (sectaires, tribaux, régionaux, professionnels ou liés à des parcours particuliers de socialisation), quelles générations tirent leur épingle du jeu et au

¹¹ N. Mariot, « Foules en liesse et "maréchalisme" des populations : les images des voyages officiels de Pétain montrent-elles des mouvements d'opinion ? », *Sociétés et représentations*, n°12 « Dramaturgies du politique », 2001.

¹² Nous reprenons ce concept de Gramsci en référence aux usages qu'en ont fait Richard Banégas (*La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003), ou Michel Camau et Vincent Geisser (*Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003). Pour ces derniers, examinant le cas tunisien, le bloc historique reposait sur l'interdépendance profonde des élites sectorielles et sur « l'infrastructure centrale du système », par définition intersectorielle, formée par le « Palais », l'appareil sécuritaire, l'armée et le milieu des affaires. Loin d'en livrer une image figée, fidèle à la « surface immobile » que le bloc historique entendait donner de lui-même, les auteurs soulignaient les multiples et conflictuelles mobilités qui le traversaient.

détriment de quels autres? Que dire, par exemple, des styles d'hommes ou de femmes publics que la nouvelle donne rend saillants dans le « bloc historique » en reconstitution, à l'instar du député télégénique, de l'entrepreneur émergent ou de la cheffe d'association de quartier devenus icônes du « nouveau développement », ou encore du téléprédicateur, et des figures artistiques et sportives qui fondent un nouveau récit de légitimation ?

Il serait également intéressant d'étudier les phénomènes de règlement de comptes, voire de vengeance, que l'opportunité politique nouvelle rend possible : des segments professionnels au cœur du régime (police, armée) qui se livrent à des luttes plus ou moins frontales, ou encore des jalousies historiquement nourries entre groupes ou personnalités des partis du pouvoir ou de l'ancienne opposition. Dans ce contexte que devient le « tribalisme » souvent réinventé lors de l'exacerbation des compétitions politiques ? Quelles alliances ces groupes doivent-ils désormais nouer pour ne pas payer les frais du retour à l'ordre ? On peut encore utilement penser à toute une série de « faits accomplis » que l'effervescence pluraliste a permis et sur lesquels le nouveau régime essaie ou non de revenir : comment sont renégo-ciés les espaces d'autonomie politique, les illégalismes caractéristiques du « *quiet encroachment* »¹³ (petits commerces sans licence, vendeurs ambulants...) qui se sont intensifiés pendant la séquence d'effervescence ?

En définitive, ce dossier défend l'idée que derrière le retour à l'ordre autoritaire, le musellement des initiatives politiques frontales ou le contrôle des expressions et revendications dissonantes, derrière l'unanimité de façade que le projet de restauration façonne, demeurent des pratiques et des représentations politiques dans la société qui ne relèvent pas strictement de l'organisation du contrôle des élites politiques ni d'une « démocratisation ». En deçà de la « restauration autoritaire », la gageure est d'informer un moment à penser comme devenir.

CALENDRIER

1^{er} septembre 2016: Envoi des propositions d'article (1 page maximum) à Amin Allal (amin.allal@gmail.com) et Marie Vannetzel (marie.vannetzel@gmail.com)

5 septembre 2015: Notification aux auteurs des propositions retenues

15 novembre 2016: Soumission des articles retenus par le comité de rédaction de la revue (50'000 signes, espaces et notes de bas de page compris)

La publication de ce dossier est programmée pour le numéro de **juin 2017**.

Les contributions et résumés peuvent être soumis en français ou en anglais. La publication finale sera en français.

¹³ A. Bayat, « Un-civil society: the politics of the 'informal people' », *Third World Quarterly*, vol. 18, n°1, 1997, p.53-72.

Expected publication of the special issue, with the articles accepted by the editorial board:
June 2017.

Bibliographie/ Bibliography

M. Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie*, lieu ?, Presses de Sciences Po, 2015.

R. Banégas, *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Paris, Karthala, 2003.

J.-F. Bayart, « La problématique de la démocratie en Afrique noire. La Baule, et puis après ? », *Politique Africaine*, n° 43, octobre 1991, p. 5- 20.

J.-F. Bayart, « L'Afrique invisible », *Politique internationale*, 1995/1996, n°70, p. 287-326.

J.-F. Bayart, « Retour sur les Printemps arabes », *Politique africaine*, 2014/1, n°133, p. 153-175.

A. Bayat, « Un-civil society: the politics of the 'informal people' », *Third World Quarterly*, vol. 18, n°1, 1997, p. 53-72.

A. Bensa et E. Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 5-20.

P. Bourdieu, « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 89, septembre 1991, p. 3-46.

M. Camau et V. Geisser, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

M. Camau, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'Année du Maghreb*, VIII, 2012, p. 27- 47.

R. Ciavolella et M. Fresia, « Entre démocratisation et coups d'État. Hégémonie et subalternité en Mauritanie », *Politique africaine*, 2/2009, n°114, p. 5-23.

N. De Walle, « Démocratisation en Afrique, un bilan critique », in M. Gazibo et C. Thiriot (dir.), *Le Politique en Afrique : état des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, p.136-163.

M. Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, 3ème édition, Paris, Presses de Science Po, 2009.

P. Geschiere, P. Konings, *Itinéraires d'accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, p. 345-373.

M. Hilgers et J. Mazzocchetti, « L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », *Politique africaine*, 2006/1, n° 101, p. 5-18.▣

T. Kuran, *Private Truths, Public Lies : The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1995.

N. Mariot, « Foules en liesse et “maréchalisme” des populations : les images des voyages officiels de Pétain montrent-elles des mouvements d’opinion ? », *Sociétés et représentations*, n°12 « Dramaturgies du politique », 2001.

A. Mbembe, « Crise de légitimité, restauration autoritaire et déliquescence de l’État », in P. Geschiere, P. Konings, *Itinéraires d’accumulation au Cameroun*, Paris, Karthala, p. 345-373.

Z. Ould Ahmed Salem, « La démocratisation en Mauritanie. Une « *illusio* » postcoloniale ? », *Politique africaine* 3/1999, n° 75, p. 131-146

R. Otayek, « Regards croisés sur les transitions africaines et arabes », *Revue internationale de politique comparée*, vol.20, 2013/2.

M.-E. Pommerolle « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, 3/2008, n°40, p. 73-94.

W. H. Sewell « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle », in M. Grossetti, M. Bessin, C. Bidart, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l’événement*, Paris, La Découverte, 2009, p. 140.

E. Smith, « Retour historique sur les “printemps démocratiques” en Afrique subsaharienne », *Afrique contemporaine*, 2013/1, n°245, p. 100-101.

C. Thiriot, « La place des militaires dans les régimes post-transition d’Afrique subsaharienne : la difficile resectorisation », *Revue internationale de politique comparée*, 15 (1), 2008, pp. 15-34.